

Master | Contrat d'apprentissage | Contrat de professionnalisation |
RNCP 38166

Master 2 Droit Public - Parcours Droit de l'Energie (M2_NRJ)

PRÉSENTATION

► Présentation de la formation

Depuis une vingtaine d'années, le secteur de l'énergie connaît des bouleversements en France comme à l'étranger, qui s'accroissent aujourd'hui en raison de l'urgence climatique et du conflit russo-ukrainien. Cette mutation affecte profondément la structure industrielle et commerciale du secteur. Elle conduit à une diversification aussi bien des acteurs que des normes et des pratiques contractuelles.

Outre ces bouleversements, le poids du secteur de l'énergie dans les économies nationales des Etats, ses dimensions stratégique, économique et technique en font un domaine de plus en plus complexe, dont la gestion doit, de surcroît, être conciliée avec des impératifs toujours plus divers, comme notamment la lutte contre le changement climatique et contre la précarité énergétique, ou la protection de l'environnement.

L'objectif général du diplôme est donc de former des juristes de haut niveau, tant français qu'étrangers, à l'ensemble des disciplines juridiques impliquées dans ce secteur.

La formation proposée étant transversale, elle s'adresse aux étudiants ayant des cursus juridiques différents (droit public, droit privé ou encore droit européen et international).

► Objectifs de la formation

- Assurer une veille et produire des conseils juridiques fiables et pertinents, destinés à éclairer leur employeur, quel qu'il soit, dans une perspective évolutive ;
- Contribuer à faire vivre les procédures et les outils de contrôle destinés à l'appréciation de la conformité ou des performances des divers acteurs ;
- Raisonner et agir dans le respect de la séparation des activités concurrentielles et des activités régulées ;
- Veiller au respect des obligations de service public assignées aux entreprises d'électricité et de gaz ;
- Contribuer à la maîtrise de la demande d'énergie et au développement des sources d'énergie renouvelables ;
- Veiller au respect des impératifs de protection de l'environnement et du jeu de la concurrence ;
- Concourir à la définition ou au respect des mécanismes de régulation et d'appels d'offres ;

- Négocier avec les acteurs de l'énergie ;
- Rédiger actes unilatéraux ou contrats propres aux questions énergétiques ;
- Gérer différends et contentieux dans ce secteur.

► Métiers visés

Le but est de former des juristes aptes à assumer rapidement des responsabilités en administrations, secteur public, entreprises privées, ainsi qu'en cabinets d'avocats, de conseil et d'audit actifs dans le secteur de l'énergie.

- Juriste
- Avocat
- Chargé de mission
- Chargé de projet
- Consultant

► Rythme d'alternance

De septembre à mai, cours hebdomadaires les jeudis et vendredis

► Dates de la formation et volume horaire

09/09/2024 > 30/09/2025 (423 heures)
Durée : 1 an

ADMISSION

► Conditions d'admission

Pré-requis :

Être titulaire d'une maîtrise ou M1 en Droit ou équivalent.

► Modalités de candidature

Dossier dématérialisé à déposer entre la mi-mai et début juin.

CONTACTS

► Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Fabienne HETZEL

contact@formasup-paris.com

Pascale GUEROU

Pour les publics en situation de handicap : consultez nos pages dédiées Apprenants et Entreprises.



► Vos contacts « École/Université »

Julia DAULY

rapublic.eds@univ-paris1.fr

01 44 07 78 20

FRIHI Ouahiba

ouahiba.frihi@univ-paris1.fr

01 44 07 78 22

PROGRAMME

► Code RNCP 38166

► Direction et équipe pédagogique

Direction de la formation :

ROTOULLIE Jean-Charles, Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Titulaires :

AMELI François, Maître de conférence, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

SOLIER Boris, Maître de conférences, Université de Montpellier

COLEMAN, Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Professionnels :

ADJEMIAN Christelle, Directeur juridique, GRDF

ALIX Yann, Avocat, Ashurst

ANDRIEU Stéphane, délégué général de l'Uneleg

BOIS Patrice, Directeur technique ingénierie géotechnique, Fugro

BUZY-PUCHEU Hélène, Head of Legal, NorthstreamSouth Stream Transport BV

CACCIALI Mathieu, Direction juridique, GRTGaz

CARBALLO Alejandro, Avocat général et chef du Centre de résolution des conflits, INTERNATIONAL ENERGY CHARTER

CHABANNE-POUZYNNIN Laurence, Directrice juridique, Orano

COIN Rémy, Directeur juridique, GRTGaz

DELESQUE Astrid, juriste, Verso Energy
 LEBDIOUI Amina, Juriste/Legal Counsel - Pôle Juridique/Legal Department, STORENGY
 MENARD Christopher, directeur juridique, ENEDIS
 MOUNIER Nicolas, Responsable de Division - Département juridique, AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT
 REMY Olivier, Directeur juridique, E&C et Contrats, ENGIE
 ROLLIN Emmanuel, Directeur juridique, Colas
 SERVANT Clément, Affaires Réglementaires et Concurrence, TOTAL DIRECT ENERGIE
 SUTTERLIN Olivier, Deputy Legal Manager, RTE
 TOCANTINS Maristella, Partner, Steeringlegal
 VELAZQUEZ François-Xavier, Directeur juridique, Bouygues Energies et services
 ZENO Xavier, Directeur juridique, Bouygues Energies Services

Volume horaire
 session -1
 année 1



Programme détaillé de la formation

| | |
|---|------|
| Enseignements fondamentaux | 84h |
| Enseignements techniques (système gazier, système électrique, hydrocarbures) | 24h |
| Enseignements thématiques | 63h |
| Séminaires pratiques | 54h |
| Pré-rentrée | 6h |
| Examens, soutenance de mémoire | 21h |
| Ateliers compétences, méthodologie, recherche, veille professionnel et rédaction du mémoire | 171h |

► Modalités pédagogiques

Cours magistraux, séminaires, travaux de groupe, colloques, conférences, retour collectif d'expérience en alternance.

► Contrôle des connaissances

Contrôle continu - Examens terminaux - Soutenance de mémoire

► Diplôme délivré

Diplôme de Master. Domaine Droit, économie, gestion ; Mention Droit public ; Parcours Droit de l'énergie.

Diplôme national de niveau 7 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, délivré par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

COMPÉTENCES

- Assurer une veille et produire des conseils juridiques fiables et pertinents, destinés à éclairer leur employeur, dans une perspective évolutive ;
- Contribuer à faire vivre les procédures et les outils de contrôle destinés à l'appréciation de la conformité ou des performances des divers acteurs ;
- Raisonner et agir dans le respect de la séparation des activités concurrentielles et des activités régulées ;
- Veiller au respect des obligations de service public assignées aux entreprises d'électricité et de gaz ;
- Contribuer à la maîtrise de la demande d'énergie et au développement des sources d'énergie renouvelables ;
- Veiller au respect des impératifs de protection de l'environnement et du jeu de la concurrence ;
- Concourir à la définition ou au respect des mécanismes de régulation et d'appels d'offres ;
- Négocier avec les acteurs de l'énergie ;
- Rédiger des actes unilatéraux ou contrats propres aux questions énergétiques ;
- Gérer différends et contentieux dans ce secteur.

► Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés - Développer une conscience critique - Apporter des contributions novatrices - Conduire une analyse réflexive et distanciée
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale - Contrôler une conformité juridique, proposer des ajustements
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles. - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines.

► Appui à la transformation en contexte professionnel

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes - Conduire un projet - analyser ses actions - conseiller - Rédiger des actes et procédures juridiques
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale - Contrôler une conformité juridique, proposer des ajustements
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles. - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines.

► Communication spécialisée pour le transfert de connaissances

- Identifier les ressources - Sélectionner les ressources - Analyser avec esprit critique les ressources - Synthétiser les données - Documenter un sujet - Communiquer
- Produire et présenter une analyse issue de textes juridiques. - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe.
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles. - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau. - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de conformité juridique.